

Convention collective

**SCIERIES AGRICOLES
ET EXPLOITATIONS FORESTIÈRES
(LIMOUSIN)**

(1^{er} septembre 1998)

(Etendue par arrêté du 2 juillet 1999,
Journal officiel du 17 juillet 1999)

■ *Journal officiel* du 1^{er} février 2006

Arrêté du 20 janvier 2006 portant extension d'avenants à la convention collective de travail concernant les scieries agricoles et les exploitations forestières de la région Limousin (n° 8741)

NOR : *AGRF0600236A*

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,

Sur la proposition du directeur général de la forêt et des affaires rurales,

Vu le titre III du livre I^{er} du code du travail (parties Législative et Réglementaire), et notamment les articles L. 131-3, L. 133-8, L. 133-9, L. 133-11, L. 133-14, R. 133-1, R. 133-2, L. 136-2 et L. 136-3 ;

Vu l'arrêté du 2 juillet 1999 portant extension de la convention collective de travail du 1^{er} septembre 1998 concernant les scieries agricoles et les exploitations forestières de la région Limousin et les arrêtés successifs portant extension des avenants à ladite convention ;

Vu les avenants du 3 octobre 2005 à la convention susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis relatif à l'extension publié au *Journal officiel* du 1^{er} décembre 2005 ;

Vu l'avis motivé de la sous-commission agricole des conventions et accords de la Commission nationale de la négociation collective ;

Vu l'accord donné par le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement,

Arrête :

Article 1^{er}

Les dispositions des avenants n^{os} 11 et 12 du 3 octobre 2005 à la convention collective de travail du 1^{er} septembre 1998 concernant les scieries agricoles et les exploitations forestières de la région Limousin sont rendues obligatoires pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application professionnel et territorial de ladite convention.

Article 2

L'extension des effets et sanctions des avenants visés à l'article 1^{er} est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par lesdits avenants.

Article 3

Le directeur général de la forêt et des affaires rurales est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 20 janvier 2006.

Pour le ministre et par délégation :
Par empêchement du directeur général
de la forêt et des affaires rurales :

Le directeur du travail,

J.-P. MAZERY

Nota. – Le texte de ces avenants a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2005/46 en date du 17 décembre 2005, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,50 €.